

**GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE (GHT)
DE BRETAGNE OCCIDENTALE**
Etablissement support : CHU de Brest

**ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS, FLOTTE AUTOMOBILE
ET RISQUES ANNEXES POUR
LE CHU DE BREST ET LES CH DE CROZON, LANDERNEAU,
LANMEUR, LESNEVEN, MORLAIX ET SAINT RENAN**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure d'appel d'offres ouvert

RÉPONSE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

Référence de consultation : 2025DAL0028

DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS : 17 juillet 2025 - 12H00

Préambule sur Groupement Hospitalier de Territoire - GHT

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1^{er} juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Landerneau
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lesneven
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur
9 rue Traon Bezen – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN
- Le Centre Hospitalier de Crozon
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Clermont-Tonnerre
Rue du Colonel Fonferrier – CC41 – 29240 BREST cedex 9
Doté d'un statut de membre associé

A ce titre, l'acheteur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

La gestion des marchés sera réalisée par l'établissement support (émission et notification des avenants notamment).

L'exécution du marché est réalisée par chaque établissement partie par l'émission de bons de commande ou la passation de marchés subséquents (après remise en concurrence par l'établissement support) selon les modalités définies au CCAP.

ACHETEUR / POUVOIR ADJUDICATEUR :

CHU DE BREST - Etablissement Public de Santé

En tant qu'établissement support du GHT de Bretagne Occidentale

Représentant :

Madame La Directrice Générale

Adresse : 2 avenue Foch - 29609 Brest cedex

Téléphone : 02.98.22.33.33

ETABLISSEMENTS EXECUTANT LES MARCHES :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest,
- Le Centre Hospitalier de Crozon,
- Le Centre Hospitalier de Landerneau,
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur,
- Le Centre Hospitalier de Lesneven,
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix,
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan.

PREAMBULE

MODALITES DE REPONSE

Afin que votre candidature et votre offre soient complètes dès leur réception, nous vous prions :

- de lire le présent règlement de consultation,
- de vérifier que l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières est intégralement rempli par le candidat ou le mandataire du groupement,
- de compléter directement sur l'acte d'engagement l'article 6 « OFFRE FINANCIERE » de l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et ne pas renvoyer l'indication du prix (taux ou primes) à une feuille annexe,
- pour le dépôt des plis électroniques, de vous conformer strictement aux dispositions de l'article 6.2 - du présent règlement,

L'attention des candidats doit être également attirée sur le fait que :

- ***L'entreprise d'assurance peut se présenter seule ou par le biais d'un intermédiaire d'assurance. Dans ce dernier cas, l'intermédiaire d'assurance agit en tant que mandataire de la compagnie et complète le DC1 avec les coordonnées de l'assureur (cocher la case « Le candidat se présente seul »). L'intermédiaire indique ses coordonnées en précisant que l'assureur lui a donné mandat pour agir en son nom et pour son compte et transmet ce mandat avec sa candidature ainsi qu'un pouvoir (modèle fourni en annexe au présent règlement) complété et signé. Il doit également fournir les documents exigés pour la candidature, pour la société représentée et pour lui-même.***
- ***L'entreprise d'assurance peut se présenter en groupement conjoint avec un intermédiaire d'assurance. Dans ce cas, un DC1 est complété pour compte commun par le mandataire du groupement, les autres justificatifs devant être fournis par chaque membre du groupement. Un pouvoir (modèle fourni en annexe au présent règlement) doit également être complété et signé par chaque cotraitant.***
- ***Un assureur ne peut pas se faire représenter par plusieurs intermédiaires dans le cadre d'une même procédure de passation (cette règle s'applique pour chaque lot considéré isolément),***
- ***Un intermédiaire d'assurance, agent ou courtier, doit obligatoirement présenter une entreprise d'assurance et joindre à sa candidature le mandat de la compagnie.***



Pour vous aider à vérifier que vous avez satisfait à toutes les obligations administratives prévues au dossier, vous trouverez en annexe une FICHE DE VERIFICATION que nous vous suggérons d'utiliser.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 / OBJET DE LA CONSULTATION.....	2
ARTICLE 2 / CONDITIONS DE LA CONSULTATION	2
2.1 - MODE DE CONSULTATION	2
2.2 - DIVISION EN LOTS	2
2.3 - OFFRE DE BASE - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	3
2.4 - VARIANTES	4
2.5 - UNITE MONETAIRE - LANGUE	4
2.6 - MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	4
2.7 - MODALITES DE SOUMISSION	4
2.8 - PROCEDURE DEMATERIALISEE.....	4
ARTICLE 3 / DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 4 / DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
ARTICLE 5 / CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET CONDITIONS DE SON OBTENTION.....	5
ARTICLE 6 / CONTENU DU PLI ÉLECTRONIQUE.....	6
6.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	6
6.2 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ELECTRONIQUES	7
6.3 - DATE LIMITE DE DEPOT DES PLIS ELECTRONIQUES	8
ARTICLE 7 / VÉRIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
7.1 - VERIFICATION DES CANDIDATURES	8
7.2 - JUGEMENT DES OFFRES	8
7.3 - CLASSEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE 8 / ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE	9
8.1 - FOURNITURE DES JUSTIFICATIFS ADMINISTRATIFS.....	9
8.2 - SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT	10
8.3 - INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DU CANDIDAT RETENU	11
ARTICLE 9 / RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATION DU DCE	11
ARTICLE 10 / PRESTATIONS SIMILAIRES.....	11
ARTICLE 11 / RECOURS.....	11

Ce document est la propriété de la société PROTECTAS. Il a fait l'objet d'un dépôt au titre des droits d'auteur. Toute utilisation, même partielle, ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS.

ARTICLE 1 / OBJET DE LA CONSULTATION

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale (GHT BO), procède à une consultation en vue de souscrire les contrats d'assurances pour les couvertures Dommages aux biens et risques annexes et Flotte automobile et risques annexes du Centre Hospitalier Universitaire de Brest, du Centre Hospitalier de Crozon, du Centre Hospitalier de Landerneau, du Centre Hospitalier de Lanmeur, du Centre Hospitalier de Lesneven du Centre Hospitalier des Pays de Morlaix et du Centre Hospitalier de Saint Renan.

Ces marchés portent sur des prestations d'assurance.

La classification CPV (vocabulaire commun des marchés) est la suivante :

Lots 1, 2, 3 et 4 : 66515200-5 - Services d'assurance de biens.

Lot 5 : 66514110-0 - Services d'assurance de véhicules à moteur.

ARTICLE 2 / CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - MODE DE CONSULTATION

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

2.2 - DIVISION EN LOTS

La consultation a comme objectif la conclusion de cinq marchés correspondant à **5** lots distincts.

N° Lot	Libellé lot
1	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » du Centre Hospitalier Universitaire de Brest
2	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » du Centre hospitalier des Pays de Morlaix
3	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » du Centre hospitalier Ferdinand Grall de Landerneau
4	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » Centre Hospitalier de La Presqu'île de Crozon Centre Hospitalier de Lanmeur Centre Hospitalier de Lesneven Centre Hospitalier Le Jeune de Saint Renan
5	Assurance « Flotte automobile et risques annexes » Centre Hospitalier Universitaire de Brest Centre Hospitalier De La Presqu'île De Crozon Centre Hospitalier Ferdinand Grall De Landerneau Centre Hospitalier De Lanmeur Centre Hospitalier De Lesneven Centre Hospitalier Du Pays de Morlaix Centre Hospitalier Le Jeune de Saint Renan

2.3 - OFFRE DE BASE - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Les candidats devront **proposer obligatoirement une offre correspondant à l'offre de base et aux prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**, objet des différents cahiers des charges sur lesquels ils soumissionnent.

Les candidats devront également formuler obligatoirement une offre pour tous les centres hospitaliers concernés par le lot auquel le candidat répond.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une réponse incomplète constituera un motif d'irrégularité.

Les Prestations Supplémentaires Eventuelles sont les suivantes :

- LOT 1 – Assurance Dommages aux biens et risques annexes du Centre Hospitalier Universitaire de Brest
 - PSE n° 1 : surcoût pour diminuer la franchise sur les risques Vol – Vandalisme – choc de véhicules à 5 000 €
 - PSE n° 2 : assurance tous dommages aux matériels en exploitation sur les matériels médicaux et biomédicaux
- LOT 2 – Assurance Dommages aux biens et risques annexes du Centre hospitalier des Pays de MORLAIX
 - PSE n° 1 : surcoût pour diminuer la franchise générale à 1 500 €
 - PSE n° 2 : assurance tous dommages aux matériels en exploitation sur les matériels médicaux et biomédicaux
- LOT 3 – Assurance Dommages aux biens et risques annexes du Centre hospitalier Ferdinand Grall De Landerneau
 - PSE n°1 : surcoût pour diminuer la franchise générale à 500 €
 - PSE n°2 : assurance tous dommages aux matériels en exploitation sur les matériels médicaux et biomédicaux
- LOT 4 – Assurance Dommages aux biens et risques annexes du Centre Hospitalier de La Presqu'île De Crozon - Centre Hospitalier de Lanmeur - Centre Hospitalier de Lesneven - Centre Hospitalier Le Jeune de Saint Renan
 - PSE n°1 Centre Hospitalier de Lesneven : surcoût pour diminuer la franchise générale à 500 €
 - PSE n°2 Centre Hospitalier de Saint Renan : surcoût pour diminuer la franchise générale à 500 €
 - PSE n°3 Centre Hospitalier de Lanmeur : surcoût pour diminuer la franchise générale à 500 €
- LOT 5 – Assurance Flotte automobile et risques annexes
 - PSE n°1 assurance auto-mission du Centre Hospitalier Universitaire de Brest,
 - PSE n°2 assurance auto-mission du Centre Hospitalier de Landerneau,
 - PSE n°4 assurance auto-mission du Centre Hospitalier de Lanmeur,
 - PSE n°3 assurance auto-mission du Centre Hospitalier de Lesneven,
 - PSE n°4 assurance auto-mission du Centre Hospitalier de Saint Renan.

La réponse à l'ensemble des PSE du lot pour lequel le candidat remet une offre est obligatoire.

2.4 - VARIANTES

La présente consultation ne comporte pas de variante imposée au sens de l'article R. 2151-9 du code de la commande publique.

Les variantes libres, au sens de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, ne sont pas autorisées.

2.5 - UNITE MONETAIRE - LANGUE

Le candidat est informé que l'acheteur souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les offres des candidats et tous les documents annexes devront être rédigés en langue française.

2.6 - MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes : financement sur les crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) des établissements concernés par la présente consultation.

Le paiement est effectué par mandat administratif. Le délai de paiement maximum est fixé (par l'article R2192-11 du code de la commande publique) à 50 jours à compter de la date de réception des factures par l'établissement concerné sur la plateforme CHORUS selon les dispositions spécifiques propres au code des assurances et prévues au cahier des clauses techniques particulières.

Avance

En application de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement valant CCAP s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L. 113-3 du code des assurances n'est pas considéré comme étant une avance.

2.7 - MODALITES DE SOUMISSION

Les candidats pourront soumissionner à un seul des lots ou à plusieurs lots.

Une même compagnie d'assurance ne pourra présenter plus d'une offre pour chaque lot.

Un même intermédiaire d'assurance (agent ou courtier) ne pourra présenter plus d'une offre par lot.

Une même personne ne pourra représenter plus d'un candidat par lot.

L'attribution des lots se fera par marché séparé. Un lot donnera lieu à un marché.

2.8 - PROCEDURE DEMATERIALISEE

La transmission des candidatures et des offres par voie électronique est **exigée** conformément aux articles R. 2132-7 et suivants du code de la commande publique et à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 3 / DUREE DU MARCHÉ

Les marchés sont conclus à effet de la date indiquée aux actes d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et pour les durées prévues dans ces mêmes documents.

ARTICLE 4 / DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de remise des plis.

ARTICLE 5 / CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET CONDITIONS DE SON OBTENTION

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au D.C.E. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Par ailleurs, les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur utilisera pour tout échange relatif à la procédure l'adresse renseignée par l'entreprise sur son profil PLACE, aussi le candidat doit veiller à ce que cette adresse électronique soit valide et disponible et dans la mesure du possible privilégier une adresse **générique** à une adresse nominative.

Les candidats doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité sur la plateforme PLACE dont l'adresse internet est :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une note de procédure sur les réponses électroniques est annexée au présent Règlement de Consultation, annexe 4.

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- * Le présent règlement à la consultation et ses annexes :
 - Annexe 1 : Fiche de vérification,
 - Annexe 2 : Déclaration sur l'honneur,
 - Annexe 3 : Mandat de la compagnie,
 - Annexe 4 : Conditions relatives à la dématérialisation de la procédure,
 - Annexe 5 : Formulaire pour les questions des candidats,
 - Annexe 6 : Modèle de pouvoir à utiliser en cas de groupement,
 - Formulaire DC1,
 - Formulaire DC2 ;
- * Les actes d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières ;
- * Les annexes n° 1 à l'acte d'engagement « attestation de la compagnie d'assurance » ;
- * Les annexes n° 2 à l'acte d'engagement « observations et amendements » ;
- * Les annexes n° 3 à l'acte d'engagement « convention de gestion » ;

- * Les cahiers des clauses techniques particulières comportant les conditions particulières et les conditions générales PROTECTAS ;
- * Le dossier technique comportant les éléments techniques et les statistiques sinistres.

ARTICLE 6 / CONTENU DU PLI ÉLECTRONIQUE

6.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

→ **Un dossier administratif de « candidature » commun à l'ensemble des lots**

- * comportant les pièces et documents nécessaires à la sélection des candidatures prévus aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du code de la commande publique :
 - Une lettre de candidature modèle DC1 (version mise à jour du 01/04/2019) ou équivalent.
Modèle pré complété joint au DCE ou disponible sous :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
 - Pour les courtiers, le mandat de la compagnie au courtier sur modèle en annexe 3 au présent règlement de consultation.
 - Pour les agents, le mandat de la compagnie à l'agent suivant le modèle en annexe 3 au présent règlement de consultation.
 - La déclaration du candidat modèle DC2 (version mise à jour du 21/11/2023) ou équivalent pour chaque membre du groupement.
Modèle pré complété joint au DCE ou disponible sous :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
 - Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat.
 - En cas de groupement, le modèle de pouvoir joint au présent DCE (annexe 6 au présent règlement de consultation) complété et signé par chaque cotraitant.
 - Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation d'inscription à un registre des intermédiaires en assurance (attestation ORIAS ou tous autres certificats équivalents d'organismes établis dans un autre Etat membre que la France).
 - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
 - La liste de références significatives, notamment dans le domaine des acheteurs publics pour chacune des trois dernières années.
 - La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement.
 - Si le formulaire DC1 n'est pas utilisé, la déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique, selon modèle joint au présent règlement de la consultation.

- Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation d'assurance et de caution financière conforme au code des assurances.
- Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

En cas de groupement, il devra être fourni un DC1 commun au groupement et par chacun des membres du groupement, les pièces mentionnées ci-avant.

De même, l'intermédiaire d'assurance qui présente la candidature d'une société d'assurances doit fournir les documents exigés pour la candidature, pour la société représentée et pour lui-même.

→ Un dossier « offre » (1 dossier par lot auquel le candidat répond)

- * comportant les documents suivants :
 - Acte d'engagement valant CCAP complété par le candidat ou le mandataire du groupement correspondant à chacun des lots pour lequel le candidat ou le mandataire du groupement soumissionne.
 - Toutes les pièces annexes nécessaires à l'analyse de l'offre de l'assureur.
 - Confirmation de la compagnie d'assurance qu'elle a été destinataire de l'intégralité du cahier des charges et de la statistique sinistre selon l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.
 - L'annexe n°2 à l'acte d'engagement « observations - amendements » et l'annexe n°3 à l'acte d'engagement « Convention de gestion » complétées.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de leur pli vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui leur sera attribué.

6.2 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS ELECTRONIQUES

En vertu des articles R.2132-7 et suivants du code de la commande publique, la transmission par voie électronique est obligatoire à compter du 1^{er} octobre 2018.

La transmission par voie électronique devra s'effectuer via la plateforme PLACE à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> **avant** la date et l'heure limites de réception des offres (cf. page de garde du présent règlement)

Heure : Fuseau horaire de référence GMT/UTC +1

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des plis.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission par voie électronique des plis, le candidat devra se conformer aux dispositions de la note de procédure figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

L'acheteur pourra lors de l'attribution procéder à la re-matérialisation des pièces du marché et demander la signature manuscrite de celles-ci à l'attributaire

6.3 - DATE LIMITE DE DEPOT DES PLIS ELECTRONIQUES

Les plis électroniques devront être parvenus à l'acheteur **avant la date et l'heure limites mentionnées sur la page de garde du présent règlement.**

Les plis qui arriveraient après la date et l'heure limites seront considérés comme hors délais et rejetés.

ARTICLE 7 / VÉRIFICATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1 - VERIFICATION DES CANDIDATURES

Le cas échéant après demande de régularisation dans les conditions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique ou qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du code de la commande publique et reprises à l'article 6.1 - du présent règlement ne seront pas admises à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Conformément à l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, les candidatures seront vérifiées sur la base de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats. En cas de groupement, l'appréciation s'effectuera de manière globale.

L'acheteur pourra décider d'examiner les offres avant les candidatures.

7.2 - JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues au code de la commande publique.

Par ailleurs, dans le cadre des dispositions des articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées. Toutefois, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres considérées comme irrégulières. Cependant, cette régularisation ne pourra porter ni sur le critère « Nature et étendue des garanties - Qualité des clauses contractuelles » ni sur le critère « Modalités et procédure de gestion des dossiers, et notamment des sinistres, par la compagnie et/ou l'intermédiaire ». Toutefois, ces dispositions n'entrent pas en contradiction avec la possibilité d'effectuer une ou plusieurs demandes de précision sur la teneur de l'offre des soumissionnaires.

Les critères seront notés de 1 à 10 (10 correspondant à la meilleure note), ces notes étant affectées d'un coefficient de pondération ci-après :

*** Nature et étendue des garanties - Qualité des clauses contractuelles : note sur 10 points – coefficient 50%**

Les besoins de l'acheteur sont définis précisément dans le cahier des charges. Aussi le candidat qui présentera une offre sans réserve ni amendement obtiendra la note maximum. Pour les candidats qui présenteront des réserves ces dernières seront jugées au regard de leur impact sur la couverture assurantielle demandée dans le cahier des charges.

Prix : note sur 10 points – coefficient 40%

Ce critère sera jugé sur la base de la prime TTC.

Pour les marchés dont le prix est un prix unitaire, le calcul de la prime TTC sera effectué par application du prix unitaire sur la dernière assiette de prime connue.
L'offre « moins disante » obtiendra la note maximum.

La formule de calcul de la note des autres offres tarifaires est la suivante :

$$\text{Note de l'offre} = \frac{\text{Note maximale (10)} \times \text{montant de la prime moins disante}}{\text{Montant de la prime de l'offre analysée}}$$

La note résultant de l'application de cette formule constituera la note du critère prix arrondi à 2 chiffres après la virgule, affectée du coefficient de pondération.

*** Modalités et procédure de gestion des dossiers, et notamment des sinistres, par la compagnie et/ou l'intermédiaire : note sur 10 points – coefficient 10%**

Ce critère sera noté à partir des réponses apportées par le candidat à l'annexe 2 à l'acte d'engagement « convention de gestion ».

Les résultats obtenus par application de chacun des critères ci-dessus sont additionnés afin d'obtenir une note finale sur 100.

7.3 - CLASSEMENT DES OFFRES

Pour chaque lot de la présente consultation, l'acheteur effectuera un classement des offres dans les conditions suivantes :

Les offres sans PSE seront classées.

Les PSE (Prestations Supplémentaires Eventuelles) seront également prises en compte pour l'évaluation comparative des offres : il y aura autant de classement des offres que de combinaisons possibles.

Si l'acheteur décide de ne pas retenir de PSE, il choisit l'offre sans PSE classée première.

Si l'acheteur décide de retenir une ou des PSE en plus de l'offre, il choisit la combinaison offre + PSE concernée(s) correspondant à la combinaison choisie et classée première.

ARTICLE 8 / ACHEVEMENT DE LA PROCEDURE

Les candidats retenus devront :

- * Fournir les justificatifs administratifs mentionnés à l'article 8.1 -du règlement de la consultation.
- * Signer l'acte d'engagement valant CCAP conformément aux dispositions de l'article 8.2 -du règlement de la consultation.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient pas être produites au plus tard avant la signature du marché, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

L'acheteur retiendra le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

8.1 - FOURNITURE DES JUSTIFICATIFS ADMINISTRATIFS

Le candidat ou chaque membre du groupement retenu devra fournir par le biais de la

plateforme PLACE (lien de réponse dans le message d'attribution) les pièces justificatives suivantes :

- * Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents sont fixés par arrêté du 22 mars 2019. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- * Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et à l'article R. 1263-12 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- * Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- * Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnée aux articles L. 2141-1 et au 1° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique.
- * Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- * Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.
- * Tout autre document demandé par l'acheteur dans le message d'attribution.

Les pièces ci-dessus sont rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française.

Si le candidat retenu a fourni les justificatifs requis à l'appui de sa candidature, il ne sera pas tenu de les transmettre à nouveau lors de l'attribution.

8.2 - SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Pour chaque lot, le candidat retenu devra dater et signer l'acte d'engagement valant CCAP, l'annexe n° 1 « attestation de la compagnie d'assurance », l'annexe n° 2 « observations - amendements » et l'annexe n° 3 « convention de gestion ».

Il est rappelé que les pièces mentionnées ci-avant doivent être signées par une personne physique habilitée à engager le candidat ou le mandataire du groupement dans le cadre de la présente consultation, le ou les pouvoir(s) de signature afférent(s) doit/doivent être fourni(s) par l'attributaire.

Le candidat devra fournir l'acte d'engagement valant CCAP, l'annexe n° 1 « attestation de la compagnie d'assurance » et l'annexe n° 2 « convention de gestion » sur support papier.

Les documents devront obligatoirement être signés en original (les signatures scannées ne sont pas autorisées).

8.3 - INFORMATION DES SOUSMISSIONNAIRES ET DU CANDIDAT RETENU

En application de l'article L.2181-1 du code de la commande publique, les candidats dont l'offre n'aura pas été retenue en seront informés à l'issue de la procédure de passation. Cette information se fera par le biais d'une notification reçue de la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou à défaut par courriel avec accusé de réception ou par voie postale.

ARTICLE 9 / RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET MODIFICATION DU DCE

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande en utilisant le formulaire prévu à cet effet (**2025DAL0028 RC anx5 - questions candidats**) par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Date limite d'envoi des modifications du DCE par le CHU de Brest	7 jours (*)	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des questions / demande de renseignements complémentaires par les candidats au CHU	14 jours (*)	Avant la date limite de remise des offres
Date limite d'envoi des réponses aux questions des candidats par le CHU	7 jours (*)	Avant la date limite de remise des offres

(*) jours calendaires

Les modifications et les réponses aux questions seront transmises via la page de la consultation sur la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> : il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation dans le délai indiqué ci-dessus. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 10 / PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens des articles R 2122-7 du CCP.

ARTICLE 11 / RECOURS

Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, jusqu'à la signature du marché public (article L. 551-1 du Code de justice administrative).

Le référé contractuel est une procédure d'urgence qui peut être exercée par un candidat évincé après la signature du marché dans les délais suivants :

- 31 jours à partir de la publication d'un avis d'attribution pour les procédures formalisées,
- 6 mois après la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou

si aucune notification du contrat n'a été effectuée.

Cette procédure peut être exercée dans les cas suivants :

- Manquement aux règles de publicité (par exemple, absence de publication au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) si celle-ci est obligatoire),
- Non-respect du délai d'attente entre la date de notification et la signature du marché (délai de standstill),
- Violation de la suspension de la signature du contrat liée à la saisine du référé précontractuel.

PIECES ANNEXES

- ✓2025DAL0028_RC Annexe 1 - Fiche de vérification
- ✓2025DAL0028_RC Annexe 2 - Déclaration sur l'honneur
- ✓2025DAL0028_RC Annexe 3 - Mandat de la compagnie
- ✓2025DAL0028_RC Annexe 4 - Conditions relatives à la dématérialisation de la procédure
- ✓2025DAL0028_RC Annexe 5 - Formulaire pour les questions des candidats
- ✓2025DAL0028_RC Annexe 6 - Modèle de pouvoir en cas de groupement
- ✓DC1
- ✓DC2

....._RC_Annexe n°1
FICHE DE VÉRIFICATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

Réponse à un marché public : liste des pièces à fournir



ENVELOPPE UNIQUE

INTITULE DES DOCUMENTS		Cochez pour vérification	
		Compagnie seule	Intermédiaire + Compagnie
Dossier « candidature »	Lettre de candidature DC1 (version mise à jour au 01/04/2019) ou équivalent		
	Mandat de la compagnie d'assurance pour les courtiers et agents (<i>selon modèle joint au présent règlement de la consultation</i>)		
	Déclaration du candidat DC2 (version mise à jour du 21/11/2023) ou équivalent (une par membre du groupement)		
	Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat		
	mandat de chacun des cotraitants vers le mandataire du groupement		
	Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation d'inscription à un registre des intermédiaires en assurance (attestation ORIAS ou tous autres certificats équivalents d'organismes établis dans un autre Etat membre que la France).		
	Si DC1 non utilisé → déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (voir modèle en annexe)		
	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles		
	Liste de références significatives dans le domaine de l'assurance des acheteurs publics pour chacune des trois dernières années		
	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement.		
	Pour les intermédiaires d'assurance, l'attestation d'assurance et caution financière conformément au code des assurances		

Dossier « offre » 1 dossier par lot	Acte d'engagement valant CCAP complété et ses annexes éventuelles	
	Annexe n° 1 « attestation compagnie d'assurance (dossier complet) » complétée	
	Annexe n° 2 « observations -amendements » complétée	
	Annexe n° 3 « convention de gestion » complétée	

....._RC_Annexe n°2

DECLARATION SUR L'HONNEUR

(A ne compléter qu'en cas de non-utilisation du formulaire DC1)

Je, soussigné,

.....

Agissant en qualité de

.....

Déclare sur l'honneur, sous peine de résiliation du marché à mes torts exclusifs,

que la société

.....

N'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Fait à, le

....._RC_Annexe n°3

MANDAT DE LA COMPAGNIE

(A joindre impérativement à l'offre)

Acheteur

CHU de Brest en tant qu'établissement support du GHT de Bretagne Occidentale

Objet du marché

Cocher le ou les lots concernés	N° Lot	Libellé lot
	1	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » du Centre Hospitalier Universitaire de Brest
	2	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » du Centre hospitalier des Pays de Morlaix
	3	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » du Centre hospitalier Ferdinand Grall De Landerneau
	4	Assurance « Dommages aux biens et risques annexes » Centre Hospitalier de Lesneven Centre Hospitalier Le Jeune de Saint Renan Centre Hospitalier de Lanmeur Centre Hospitalier de La Presqu'île De Crozon
	5	Assurance « Flotte automobile et risques annexes » Centre Hospitalier Universitaire de Brest Centre Hospitalier De La Presqu'île De Crozon Centre Hospitalier Ferdinand Grall De Landerneau Centre Hospitalier De Lesneven Centre Hospitalier De Lanmeur Centre Hospitalier Du Pays de Morlaix Centre Hospitalier Le Jeune De Saint Renan

Mode de passation

Procédure **d'appel d'offres ouvert**

* **Compagnie :**

Nom :

Adresse :
.....
.....

La compagnie précitée donne acte

- qu'elle a été normalement saisie et consultée par le cabinet :

Nom :

Adresse :
.....
.....

agissant en qualité de :

☐ courtier

☐ agent général

- qu'elle donne mandat au cabinet précité pour la représenter dans le cadre de cette consultation.
- qu'au cas où la candidature de celui-ci serait retenue, elle confie au cabinet précité la gestion du contrat ainsi que l'appel et la perception des primes correspondantes.

Fait à, le

Nom et fonction du signataire

Signature